

VISIONS

# BERNARD STIEGLER: L'EMPLOI EST MORT, VIVE LE TRAVAIL !

Réinventer le travail à l'ère de l'automatisation





Nous avons rencontré Bernard Stiegler le mardi 15 avril 2014 dans son bureau de l'IRI. L'Institut de recherche et d'innovation du Centre Pompidou, en face de Beaubourg au cœur de Paris, crée des logiciels et appareils critiques de type collaboratif, pouvant ainsi contribuer à la construction de ce qui fait de chacun de nous un individu singulier. Le texte ci-dessous est la version recomposée en plusieurs questions de notre entretien par ailleurs accessible en podcast son, revu et réécrit avec le philosophe.

## **Qui est Bernard Stiegler ?**

Bernard Stiegler est philosophe. Docteur de l'École des Hautes études en sciences sociales, il est président de l'association Ars Industrialis, directeur de l'Institut de recherche et d'innovation du Centre Georges Pompidou, professeur à l'Université de Londres (Goldsmiths College), professeur associé à l'Université de technologie de Compiègne et enseigne à l'École polytechnique de Zurich. Il a été directeur de programme au Collège international de philosophie, directeur de l'unité de recherche Connaissances, Organisations et Systèmes Techniques de l'Université de Compiègne, qu'il y a fondée en 1993, directeur général adjoint de l'Institut national de l'audiovisuel en 1996, directeur de l'IRCAM en 2001 et directeur du département du développement culturel du Centre Georges Pompidou en 2006. Il est l'auteur de nombreux livres parmi lesquels les trois tomes de *La Technique et le Temps* (Galilée, 1994, 1996, 2001), les trois tomes de *Mécréance et Discrédit* (Galilée, 2004, 2006), *Ce qui fait que la vie vaut la peine d'être vécue, de la pharmacologie* (Flammarion, 2010), *États de choc - Bêtise et savoir au XXI<sup>e</sup> siècle* (Fayard/Mille et une nuits, 2012), ainsi qu'un ouvrage collectif qu'il a dirigé plus récemment : *Digital Studies, Organologie des savoirs et technologies de la connaissance* (Fyp Editions, 2014).

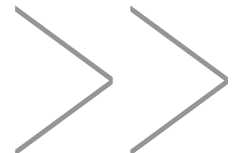
**L'entretien a été réalisé par Ariel Kyrrou le 15 avril 2014 .**

**Culture Mobile :** À la source de vos réflexions sur la notion de travail aujourd'hui, il y a un constat très négatif sur l'économie qui est encore la nôtre, que vous appelez parfois l'économie de l'incurie, ou encore l'économie des pulsions. Quelle est donc cette économie de l'incurie ?

**Bernard Stiegler :** L'économie de l'incurie correspond effectivement à ce que j'appelle aussi parfois l'économie pulsionnelle ou le populisme industriel. C'est également la traduction économique du consumérisme tel qu'il est apparu puis s'est transformé dans les quarante dernières années, en particulier lorsque la révolution conservatrice l'a extrêmisé.

Vous parlez là de la révolution conservatrice, synonyme d'une dérégulation intégrale de l'économie et de politiques ultra libérales, telle que l'ont en particulier incarnée Margaret Thatcher au Royaume-Uni à partir de son élection comme Premier ministre en 1979 puis Ronald Reagan aux États-Unis à partir de son sacre en 1981 ?

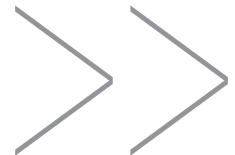
Oui, même si ce mouvement a débuté bien avant leur élection, notamment sous l'impulsion des multinationales d'origine anglo-saxonne. Au-delà de ces deux figures, la



révolution conservatrice signe l'avènement de la mondialisation dans son sens actuel – car l'expression est plus ancienne – de financiarisation totale de l'économie mondiale. Grosso modo, jusque dans les années 1970, la socialisation de l'innovation industrielle se négociait encore avec la puissance publique. L'État et donc la représentation politique y gardaient un rôle plus ou moins important. Mais avec la révolution conservatrice et la mondialisation financière, le marketing devient planétaire. Aucune grande entreprise n'est viable si elle ne se déterritorialise pas au-delà de ses marchés, et les États perdent peu à peu toute influence sur la façon dont sont financés, produits, vendus et consommés les biens et services dans leur territoire comme partout dans le monde. Par ailleurs, le capitalisme occidental, essentiellement anglo-saxon et plus particulièrement encore britannique décide de séparer d'un point de vue fonctionnel le capitalisme financier du capitalisme industriel. Ce sont ces évolutions qui se concrétisent dans les années 1970, et en particulier cette séparation totale du financier et de l'industriel, qui font naître l'économie de l'incurie. Incurie cela signifie «qui ne prend pas soin», pire : qui repose sur la destruction systématique du soin, c'est-à-dire de l'attention à tous, aux travailleurs comme aux consommateurs. Dès lors, pour reprendre une expression qu'affectionnent les artisans, le travail n'est plus soigné, n'est plus le fruit d'un vrai métier. Et le capitalisme ne se préoccupe plus du tout de ses acteurs, ni de ceux qui produisent ni de ceux qui consomment, ni plus largement des citoyens de la planète.

Est-ce que cela veut dire que nos sociétés se prolétarisent encore plus ?

La prolétarianisation industrielle, c'est-à-dire celle des travailleurs qui produisent, a commencé dès le 19<sup>ème</sup> siècle, avant la première époque du consumérisme qui débute autour de 1910-1920. Ce qui se développe au cours des années 1970 et devient le modèle dominant dans le monde dès les années 1980, c'est un nouveau type de consumérisme, que je qualifie d'extrême ou d'extrémisé. Il est extrême car il prolétarise également les consommateurs : il repose sur la destruction de leur savoir vivre. Pour moi, prolétarianiser



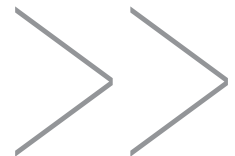
signifie en effet détruire le savoir. Il y a trois grands types de savoir qui peuvent être détruits par la prolétarisation : les savoir-faire des ouvriers, des techniciens et des travailleurs en général ; les savoir vivre des consommateurs et plus largement des citoyens ; et enfin les savoirs formels.

## Qu'entendez-vous par savoirs formels ?

Ce sont des savoirs spécifiques, formalisés à des fins bien précises. Le savoir économique, par exemple, est un savoir formel. Ainsi, quand Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale américaine de 1987 à 2006, explique à propos de la crise des subprimes, devant le Congrès américain, qu'il n'a rien vu venir, car tout passait par des machines automatisées, qu'il plaide donc qu'il ne pouvait en aucune façon prévenir cette calamité qui s'est concrétisée en 2008, il dit : je n'ai plus de savoir économique. En vérité, il se déclare prolétaire ! Ce prolétaire avait sans doute un salaire de quelques millions de dollars, mais n'ayant plus de savoir formel, ce salarié n'avait déjà plus de travail : il n'avait qu'un emploi. C'était un employé de la bureaucratie financière mondiale.

C'est vrai que Greenspan a été mis en cause lors de la crise des subprimes pour avoir laissé augmenter fortement la masse monétaire américaine à la fin de son mandat en 2005 et 2006, ignorant même certaines mises en garde... Vous dites qu'en affirmant qu'il ne pouvait rien faire, ce grand acteur de la mondialisation financière admet qu'il n'a plus de savoir, donc qu'il n'a jamais eu de travail. Quel paradoxe !

Comme une majorité de gens aujourd'hui, il n'avait plus de travail mais un emploi.



L'emploi, c'est ce qui s'est développé depuis deux siècles, et qui, progressivement, a détruit le travail. Le travail, ce n'est pas du tout l'emploi. L'emploi est ce qui est sanctionné par du salaire. Et c'est ce qui permet, depuis Ford, Roosevelt et Keynes notamment, de redistribuer du pouvoir d'achat. Le travail, c'est ce qui fait qu'on se développe en accomplissant quelque chose. Picasso fait de la peinture, par exemple. Moi mon jardin. Ca m'apporte quelque chose. Je ne fais pas mon jardin simplement pour avoir des petits pois. Si j'écris des livres, si je participe au site Wikipédia ou si je développe un logiciel libre, ce n'est pas d'abord pour obtenir un salaire, mais pour m'enrichir en un sens beaucoup plus riche, si je puis dire, et peut-être gagner ou économiser un peu d'argent, mais surtout me construire et avancer dans la vie, en accord avec mes désirs et mes convictions...

On ne travaille plus depuis très longtemps dans notre société. Il y a des gens qui travaillent encore, des artistes, des universitaires, des médecins qui font toujours bien leur métier, cela existe. Il n'y en a pas beaucoup, mais il y en a. Essentiellement, il y a des employés. Les employés ne travaillent pas. Travailler, cela veut dire s'individuer, cela veut dire inventer, créer, penser, transformer le monde. Le travail, on appelait cela autrefois l'ouvrage. D'où vient le mot ouvrage, sinon du verbe ouvrir ? Un travailleur ouvre un monde, qui peut être un tout petit monde, mais un monde et non l'immonde. Le monde d'un petit jardin plus ou moins secret qui constitue un espace singularisé par quelqu'un qui produit ce que, dans un langage scientifique, on appellerait de la néguentropie – de la diversification. Le travail, c'est cela : c'est néguentropique. Aujourd'hui, l'emploi est au contraire devenu absolument entropique.

N'est-ce pas une vision «intellectuelle» du travail ?

Tout au contraire, c'est une vision. Depuis que j'ai été nommé Directeur général adjoint de l'INA (Institut national de l'audiovisuel) en 1996 puis Directeur de l'IRCAM (Institut de recherche et coordination acoustique / musique) en 2002, je m'intéresse à la question du travail sous ses aspects organisationnels et non seulement philosophiques rationnels. J'ai en effet été confronté à la responsabilité d'organiser le travail des salariés de ces

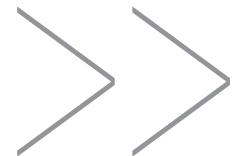




instituts. J'en étais officiellement un «manager», mais j'ai sans doute beaucoup déçu ceux qui attendaient de moi que je sois effectivement un «manager» correspondant aux attentes classiques du poste. Car le management, tel qu'on l'apprend dans les écoles et tel qu'on l'applique ensuite, sous prétexte de «motivation du personnel», organise exactement le contraire, à savoir la démotivation organisée. Plutôt que d'imposer à chacun ce qu'il avait à faire au nom de quelque intérêt ou connaissance supérieurs, je cherchais donc à motiver les gens. Et c'est en ce sens que je n'étais pas un manager...

Quoi qu'il en soit du titre qui était le mien, c'est à l'INA que j'ai compris ce qu'était vraiment le travail. J'ai été en contact avec des personnels de l'INA qui travaillaient en logiciel libre, et là, j'ai découvert une conception du travail tout à fait différente de tout ce qu'on enseignait dans les écoles, absolument révolutionnaire à mes yeux. Je n'ai pas été convaincu immédiatement d'ailleurs. Il m'a fallu quelques mois pour vérifier et être totalement convaincu que le logiciel libre correspond à un modèle économique non seulement viable mais durable, bien qu'industriel, parce que fondé sur le développement et le partage des responsabilités et des capacités. Dans le logiciel libre, les gens travaillent – et ils ne viennent pas au bureau uniquement pour toucher leur salaire. A différents degrés bien sûr, leur profession les intéresse et les motive. Ils coopèrent avec d'autres développeurs et alimentent ainsi leurs savoirs en même temps que celui de leurs interlocuteurs. Ils sont spontanément actifs, à l'écoute et porteurs d'initiatives sans que personne n'ait à exiger d'eux qu'ils le soient. C'est cela le modèle du logiciel libre. Il a émergé au début des années 1980 aux Etats-Unis, sur la côte Est et la côte Ouest. Et il a commencé à proliférer dans d'autres secteurs que le logiciel libre, surtout depuis que le Web a rendu l'Internet extrêmement populaire à partir du milieu des années 1990.

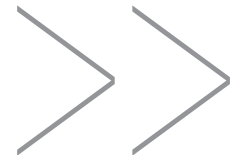
Il y a donc un travail correspondant à l'économie de l'incurie, qui détruit l'individu et son psychisme, en fait une sorte de marionnette quelque part, ce qu'il fait n'ayant aucune conséquence sur la qualité de ce qui va



aboutir, il serre des boulons, c'est le taylorisme, c'est une machine...

... Il est dépossédé.

C'est ça, il est dépossédé. Mais à l'inverse, avec le logiciel libre par exemple, on passe d'une logique de massification et de mécanisation, où le travail vous dépossède littéralement de vous-même, vous «désindividualise», vous «désingularise», à une logique d'épanouissement par le travail, qui participe au contraire à la construction de vous-même, à votre «individuation». Je parle souvent dans mes textes des luddites, ouvriers tisserands des Midlands en Angleterre qui se sont rebellés entre 1811 et 1816 contre ceux qui voulaient leur imposer des machines qui déshumanisaient leur travail et en éliminaient tout l'art, tout le savoir-faire. On les a appelés à tort des «casseurs de machines», mais ils ne cassaient que les machines qui détruisaient leur métier et leur rapport à la machine, à leurs machines à eux. Au fond, avec toutes ces technologies du numérique, avec le logiciel libre et l'open source, en tout cas avec l'une

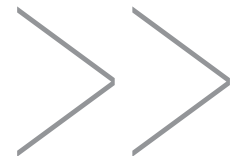




des tendances de ce nouveau monde numérique, est-ce qu'on n'est pas finalement en train de retrouver l'art de ces tisserands ? De revenir à un travail de nouveau valorisant, qui participe réellement d'une œuvre et pas seulement au rôle d'un boulon sans responsabilité au cœur d'une vaste mécanique qui nous dépasse ? ...

Certes, mais attention aux termes : ce que refusaient les luddites, ce n'était pas un autre travail, mais la négation pure et simple de leur travail. Ce n'était déjà plus du travail qu'on leur proposait avec de nouvelles machines, mais de l'emploi. Progressivement, et l'exemple que vous donnez au début du 19<sup>e</sup> siècle en est l'une des illustrations, le travail a été absorbé par l'emploi. Veillons à ne pas confondre l'emploi et le travail. Car le risque est d'en arriver à d'immenses confusions : d'un côté Jeremy Rifkin qui parle de «fin du travail» alors qu'il s'agit à l'inverse de le retrouver dans son essence, et à son opposé l'ancien Président de la République Nicolas Sarkozy qui glorifie un travail alors même qu'il ne parle plus que de l'emploi le plus sinistre, le plus déshumanisant ou le plus insignifiant comme celui d'Alan Greenspan lorsqu'il était le patron prolétarisé de la banque fédérale des États-Unis. L'emploi, c'est un travail prolétarisé, dont les dimensions de savoir ont été effacées. La prolétarianisation, c'est la transformation du travail en emploi, sachant que le travail est du savoir, et que progressivement, avec l'automatisation notamment, le savoir a été incorporé dans les machines, et du coup a quitté le travailleur, qui est ainsi devenu un salarié, et donc aujourd'hui un employé. En économie, on parlait en effet traditionnellement de salariat. Sauf que lorsque la révolution conservatrice a mis à bas le salariat, et a prolétarisé non seulement les travailleurs mais les consommateurs, on s'est mis à parler systématiquement d'emploi...

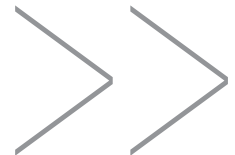
Karl Marx n'a-t-il pas été l'un des premiers à mettre



en valeur ce phénomène de prolétarisation ? Au final, l'histoire ne lui donne-t-elle pas raison ?

Dès 1848, Marx a expliqué que ce phénomène de prolétarisation toucherait d'abord les travailleurs manuels, puis progressivement «toutes les couches de la population». Le problème du capitalisme, dit-il, c'est que sa rentabilité, en particulier en termes d'investissement, va devenir de plus en plus faible, c'est ce qu'il appelle la baisse tendancielle du taux de profit, et que d'autre part l'employabilité générale va baisser, c'est-à-dire qu'il va y avoir du chômage et de la surproduction. Il anticipe donc la crise du salariat et l'insolvabilité généralisée. Sauf qu'il n'imagine pas le temps assez considérable et le long détour par le consumérisme qui conduira d'abord à la redistribution keynésienne puis à la destruction du keynésianisme par la financiarisation jusqu'à ce qu'éclate la crise de 2008.

Dans la première moitié du 20ème siècle, l'économiste Joseph Schumpeter conteste ces analyses de Karl Marx en s'appuyant sur l'exemple d'Henri Ford et du «fordisme» qui se développe dans l'industrie automobile. Il explique qu'un nouveau modèle se met en place, reposant sur des gains de productivité permanents grâce à l'innovation. Ce modèle, c'est de fait le consumérisme. Mais Schumpeter parle plutôt de «destruction créatrice», c'est-à-dire d'une capacité du capitalisme à se réinventer selon des boucles courtes ou à l'inverse des cycles économiques longs, qu'on appelle les cycles de Kondratieff. L'investissement, donc, ne perd pas sa rentabilité comme l'annonçait Marx, mais change de forme grâce aux innovations du capitalisme. Henry Ford, comme Schumpeter a raison de l'affirmer, invente ce qu'on appelle le taylorisme, c'est-à-dire l'organisation scientifique du travail et son hyper division. Le travail en perd dès lors son sens, mais avec une conséquence politique et sociale majeure : les gains de productivité ainsi obtenus permettent d'augmenter le salaire des ouvriers. Ils en deviennent d'un coup non plus simplement des producteurs mais aussi et surtout des consommateurs. Jusqu'alors, les consommateurs, c'était la bourgeoisie. Là, le prolétariat devient consommateur. C'est très intéressant d'un point

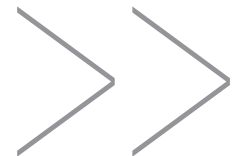


de vue politique, évidemment, car cela l'intègre au cœur du système. Cela neutralise les oppositions syndicales, comme l'a montré Bruno Trentin. Le fordisme naît autour de 1912 et va prendre une vingtaine d'années pour se consolider. C'est à cette époque qu'apparaît le mythe américain, qui n'est autre que celui de l'«ouvrier» américain. Cet employé gagne bien sa vie, possède une automobile, un poste radio et plus tard une télévision, et c'est pourquoi il fait rêver son homologue européen, en particulier français. Pendant très longtemps, la plupart des prolétaires ont admiré le modèle américain – qui ne repose pas que sur le fordisme. La machine économique qui se met en place dans l'entre deux guerres repose en effet sur des mécanismes de régulation essentiels : d'une part sur les indicateurs tels le PIB, le taux de croissance ou le taux de chômage, qui datent eux aussi de cette époque, d'autre part sur le vrai statut donné au salariat à la suite de la crise de 1929, et enfin sur la redistribution des gains de productivité, c'est-à-dire des bénéfices de la croissance. Il faut en effet que le système global soit solvable, et c'est ce qu'ont parfaitement compris Keynes et Roosevelt en créant grâce à cette régulation et tout ce qui va suivre ce qu'on a appelé l'État providence.

Et c'est cela que la révolution conservatrice va supprimer, à la fin des années 1970 ?

Oui, tout à fait. Il y a aussi une nouvelle d'un écrivain trop oublié, Murray Leinster, qui s'appelle *Un Logique nommé Joe*, publiée en 1946, où il décrit l'avènement de l'ordinateur portable, l'apparition d'Internet et tout ce que cela va induire de potentiels comme de délires. C'est un petit bouquin réédité récemment dans la collection Dyschroniques, et c'est vraiment étonnant de découvrir ou redécouvrir le caractère prémonitoire de ce livre très court, l'un des seuls dans la science-fiction à avoir aussi précisément imaginé le réseau informatique mondial d'aujourd'hui, à une époque où la doxa voulait qu'on crée de très gros ordinateurs centralisés.

Et donc la littérature de science-fiction exagère tels



ou tels aspects de son présent et de ses recherches scientifiques, et c'est ainsi qu'elle anticipe les sciences et les technologies de demain. Comment est-ce donc possible ?

Oui, elle va littéralement liquider l'État providence. Dans les années 1970, le taux de rentabilité de l'investissement descend plus bas que jamais, autour de 0,3%. Comme après une parenthèse de plus d'un siècle, l'histoire semble cette fois donner à nouveau raison à Karl Marx et sa théorie de la baisse tendancielle du taux de profit. Le capitalisme anglo-saxon, comme je l'ai précisé en début d'entretien, réagit par la séparation radicale de l'industriel et du financier, et l'investissement massif dans les pays émergents. L'économie se dérégule et devient essentiellement financière pour permettre aux multinationales de reconquérir leur taux de profit et ainsi continuer à croître. Mais cette évolution se joue au détriment de la solvabilité du système. L'industrie créant de moins en moins de «valeur», la redistribution du pouvoir d'achat aux consommateurs s'avère toujours plus insuffisante au fur et à mesure des années 1980, 1990 et 2000, et le système se grippe. Les *subprimes*, en particulier, servent à créer un pouvoir d'achat artificiel. Mais c'est une façon de glisser sous le tapis toute la poussière d'un système malade. Et à un moment donné, la poussière ressort – inévitablement. Et c'est ainsi qu'a éclaté la crise de 2008.

Mais comment reliez-vous cette crise des *subprimes* qui a éclaté en 2008 à notre question du travail et de cet emploi qui a peu à peu pris sa place ?

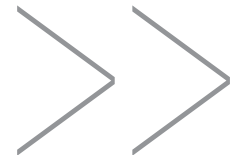
La crise de 2008 n'a été que le premier acte de la vraie crise, qui reste à venir. Cette crise des *subprimes*, conséquence directe de la révolution conservatrice, a démontré de façon violente l'insolvabilité du modèle ultralibéral. Chacun a réalisé à quel point le modèle mis en place au début des années 1930 aux Etats-Unis, à l'instigation de Roosevelt,



conseillé par Keynes, à savoir un modèle qui reposait sur le partage des fruits de la croissance, soutenue sous forme de pouvoir d'achat avec une redistribution en salaires, ne fonctionnait plus. Or ce modèle déjà très mal en point va tout simplement disparaître demain avec la généralisation de l'automatisation, qui est en train de lui donner le coup de grâce. Bill Gates l'a affirmé au début de l'année 2014 dans une convention réunissant quelques-uns des plus grands patrons des Etats-Unis: il a déclaré que dans les vingt ans, d'ici à ce que l'automatisation de nos sociétés prenne toute son ampleur, l'emploi sera devenu marginal.

L'emploi a donc progressivement fait disparaître le travail, depuis un siècle et demi avec les différentes étapes de la prolétarianisation des travailleurs puis des consommateurs, et maintenant, cet emploi est lui-même en train de disparaître suite à la généralisation de l'automatisation dans tous les secteurs de l'économie...

Aujourd'hui se développe ce que nous appelons ici à l'IRI l'automatisation généralisée. C'est le fait que de plus en plus de métros roulent tout seuls, et qu'il pourrait y en avoir beaucoup plus à rouler seuls s'il n'y avait pas de syndicats à la RATP. Que les camions vont bientôt rouler tout seuls. Que les caissières, ça ne sert plus à rien. Que finalement on n'a pas besoin de manutentionnaires, d'ouvriers. Grosso modo, à part quelques secteurs un peu spéciaux, on n'a plus besoin de salariés. Mercedes produit depuis déjà des années ses moteurs de façon entièrement automatisée. Amazon a décidé d'automatiser complètement ses entrepôts, ce qui était prévu depuis le début de la société. Amazon est en train de mettre des robots partout, et licencie les salariés qui étaient d'ailleurs extrêmement mal traités dans ses entrepôts. Foxconn s'engage aussi également sur cette voie de l'automatisation généralisée. Cela va encourager de plus en plus d'autres employeurs à agir de même, parce que du fait des économies d'échelles, cela fait baisser



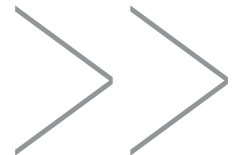
le coût des robots: le ticket d'entrée pour la robotisation va être de moins en moins élevé. Et à partir d'un certain seuil, l'automatisation va devenir une déferlante. Et c'est bien pourquoi Bill Gates a raison d'affirmer que l'emploi va mourir.

Il y a pourtant des gens qui affirment que le numérique ne nuit pas à l'emploi, qu'il s'agit même d'un nouveau gisement d'emplois, non ?

Mentent-ils ? Y croient-ils vraiment ? Se trompent-ils, ou font-ils comme s'ils y croyaient car ils ne peuvent faire autrement ? Affirmer que l'emploi est mort, ce n'est pas vraiment la meilleure façon d'être populaire. Il y a aujourd'hui une obsession de l'emploi. Et il est mal vu de dire que la redistribution par le monde industriel de pouvoir d'achat sous forme de salaires, malmenée depuis la fin des années 1970, est en passe de disparaître à cause de l'automatisation. Cela pose d'ailleurs un très gros problème à Manuel Valls, à Angela Merkel, à Barack Obama. Ils ne veulent absolument pas en entendre parler. Car ils ne sont pas très courageux, et comme les syndicalistes ne sont pas non plus très courageux... Allez tenir ces propos à des syndicalistes... Il ne faut pas dire ça. Moi, vont-ils vous répondre, je suis là pour défendre l'emploi. On peut comprendre bien sûr que l'on exige de protéger l'emploi tant qu'il n'y a pas d'autre modèle. Mais c'est un combat perdu à brève échéance, et la question est donc bien d'inventer un nouveau modèle.

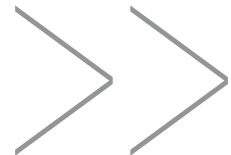
La vérité de l'automatisation, donc du numérique, c'est la destruction de l'emploi ?

De toute évidence. Cela se présente comme une très mauvaise nouvelle, mais vu sous un autre angle, c'est au contraire une très bonne nouvelle – car la fin de l'emploi, c'est le début du travail. Le numérique, vous le savez, se développe tous azimuts. Il entre littéralement partout, des cages thoraciques des gens qui ont un problème de cœur, via des organes artificiels, aux supermarchés ou aux pièces détachées dans les usines, avec des puces RFID pour





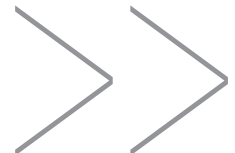
que les robots les trouvent plus facilement, et produisent encore plus vite, encore mieux, sans avoir besoin de personne. Le numérique envahit tout, car il a une vertu, si j'ose dire, qui peut se transformer en gros défaut s'il l'on ne comprend pas le sens de cette vertu : le numérique a une capacité extraordinaire de restitution, de connexion et donc d'intégration de tous les automatismes. Je parle là des automatismes industriels, technologiques, mais aussi comportementaux, biologiques, psychologiques et sociologiques. Lorsque vous rentrez dans une pièce, vous saluez les personnes présentes. C'est un automatisme, ce qui signifie que vous ne vous rendez pas compte de ce que vous faites : vous le faites sans conscience, «automatiquement». Et quand vous parlez, vous ne vous demandez pas : quel mot vais-je utiliser ? Apprendre à parler, c'est acquérir des automatismes. Vous avez passé des années de votre enfance à acquérir toutes sortes d'automatismes qui sont aussi des savoirs – savoir faire, savoir vivre, savoir enseigner. L'automaticité, c'est aussi et beaucoup plus généralement le vivant : un organisme reproduit automatiquement des comportements qui sont commandés génétiquement – en premier par l'instinct. Chez les êtres humains, ces automatismes biologiques, psychologiques et sociaux se transforment cependant radicalement à travers les automatismes technologiques en ceci qu'ils confèrent aux humains des capacités de «désautomatisation», et ce sont ces capacités-là qui permettent d'inventer, de répondre aux imprévus, de transformer le monde. Or l'emploi, à l'instar du taylorisme et du travail à la chaîne, a ceci de spécifique qu'il ne suppose la reproduction par les femmes et les hommes que d'automatismes sans la moindre «désautomatisation». C'est en ce sens qu'il s'avère être le contraire du travail. Savoir faire un travail, c'est essentiellement avoir acquis des automatismes que l'on a tellement intériorisés, dont on est maître au point de pouvoir les «désautomatiser». C'est la faculté d'inventer à partir d'automatismes reçus que l'on a d'autant mieux intériorisés qu'on est capable de les «désautomatiser». Un violoniste par exemple, je parle d'un concertiste bien sûr, est quasiment un corps automatisé en fusion avec et autour de son violon. Il fonctionne avec lui comme avec un organe qui lui est devenu propre et en cela de façon parfaitement automatique. Mais le virtuose ne devient artiste que parce qu'il est capable d'inventer ce qu'aucun automatisme n'aurait jamais pu produire. Le travail



de l'artiste, c'est cette «désautomatisation». Le travail au sens plus large, c'est aussi fondamentalement cela, si modestement que ce soit.

Votre exemple me fait penser aux grands musiciens de jazz comme John Coltrane, capables d'improvisations magistrales justement parce qu'ils maîtrisent leur instrument et plus largement leur art musical comme personne. Pour revenir au cœur de notre sujet, ce que vous sous-entendez, c'est que nous pourrions laisser avec grand intérêt les tâches de l'ordre des automatismes aux machines pour mieux permettre aux humains de retrouver l'importance, le sens du travail. Ce travail, à l'inverse d'un emploi mécanique que nous gagnerons à laisser aux machines, supposerait en amont de connaître et maîtriser les automatismes, c'est-à-dire les instruments techniques nécessaires à son activité, pour mieux les dépasser et ainsi nous «désautomatiser»... Est-ce bien ça ?

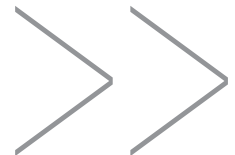
Oui, opposer l'automatique et le non automatique ne mène à rien. Ici, à l'IRI, nous développons des systèmes qui reposent sur des automates. Mais ces automates, nous les concevons pour produire de la «désautomatisation». Regardez comment marche Wikipédia, qui est l'un des partenaires avec lequel nous travaillons : Wikipédia repose sur des robots ; ces bots, comme on les appelle, sont des algorithmes qui assistent des centaines de milliers



de contributeurs réguliers de Wikipédia – et les millions de contributeurs irréguliers comme moi. La technologie de Wikipédia est contributive «par nature». Elle ouvre un espace d'externalités positives d'un nouveau genre, où tout le monde peut mettre en valeur ce qu'il sait aussi bien qu'acquérir de nouveaux savoirs pour ensuite les mettre en valeur. Mais tout cela repose sur des robots. La question n'est pas de choisir entre automatiser ou ne pas automatiser. C'est de choisir (par un processus de désautomatisation des idées reçues) entre une automatisation mise au service de la prolétarisation généralisée, d'un côté, et de l'autre, une automatisation mise au service de la déprolétarisation. Encore une illustration, sous forme de question: qu'est-ce que le logiciel libre ? Les communautés de logiciel libre exploitent les automates. Mais le logiciel libre est une communauté de déprolétarisation. C'est pourquoi les développeurs de logiciel libre, en règle générale, sont très motivés par leur travail. Parce qu'ils produisent du savoir et de l'individuation, ils construisent l'époque industrielle de la déprolétarisation. Cela signifie qu'ils mettent les automates au service d'une «désautomatisation». Le libre permet de sans cesse améliorer le système, c'est-à-dire de le «désautomatiser», de produire quelque chose que les automates n'avaient pas prévu. C'est donc d'abord par l'exploitation de l'automatisme que l'on produit de la «désautomatisation», et par là un travail qui ne se résume pas à un emploi.

Mais le Web crée-t-il de l'automatisation ou de la «désautomatisation» de l'humain ?

Les deux, et c'est bien pourquoi ici, à l'IRI, nous travaillons depuis trois ans dans cette optique de la «désautomatisation» au sein d'un consortium réunissant de très grandes universités, membres de l'IRI comme l'université de Tokyo, ou partenaires du réseau, dont Berkeley et Cambridge. Nous travaillons à réfléchir et à configurer une nouvelle conception du Web, que nous appelons le Web herméneutique, qui repose justement sur la «désautomatisation». Qui crée, sur la base de l'utilisation et de la valorisation de l'automatisme, des communautés polémiques, de controverse, qui utilisent des



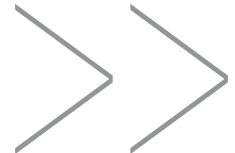
outils d'interprétation, pour pouvoir confronter des idées, mais aussi des pratiques, des propositions en tous genres, et qui, à travers ces confrontations, produisent ce qu'on appelle, dans le langage de la physique, de la néguentropie. C'est-à-dire du ressourcement constant. C'est cela qui doit succéder à la «destruction créatrice» devenue aujourd'hui uniquement destructrice.

Selon vous, il convient donc de prendre acte de cette tendance à l'automatisation généralisée, et de construire des processus de «désautomatisation» sur ce socle, pour ainsi retrouver la réalité du travail en lieu et place de simples emplois ?

Oui parce que l'emploi et donc le salariat sont condamnés à plus ou moins long terme. Bien sûr, tous les salariés ne vont pas disparaître du jour au lendemain. Mais au fil du temps, les salariés deviendront une sorte de résidu d'une époque révolue. Il y aura certes encore des emplois parce que dans certains secteurs, on continuera à avoir besoin d'une main d'œuvre prolétarisée humaine. Mais cela deviendra exceptionnel. La question est donc de savoir comment nous allons faire pour que le système économique fondé sur l'automatisation intégrale et généralisée fonctionne – dans une économie du travail ne reposant plus sur l'emploi. Revenons donc aux questions du début de notre entretien : qu'est-ce que le travail aujourd'hui ? Où est-ce que les gens travaillent vraiment ? Les intermittents du spectacle travaillent. Et en général, ils sont plutôt bons, car s'ils ne le sont pas, ils ne font pas leurs heures, et ne peuvent plus profiter du statut. Ici, être bon ne signifie pas être compétitif.

Ce n'est pas la même chose...

Absolument pas la même chose. Dans ce monde-là, précisément, on n'est pas compétitif. On ne peut pas dire que Louis Jovet est compétitif par rapport à Michel Simon. Ce serait



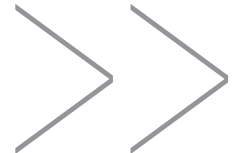
complètement idiot. Louis Jovet, ce n'est pas Michel Simon. Les compétiteurs sont des représentants plus ou moins performants d'un même standard. Les créateurs sont des êtres singuliers, qui créent des singularités. Et c'est cela que produit leur travail – et donc la néguentropie dont nous parlions tout à l'heure.

Être compétitif, c'est faire plus pour moins cher sans changer de terrain. Nous sommes dans le registre de l'emploi, pas du travail tel que vous l'entendez, où il s'agirait de faire différemment, autrement, chacun selon sa singularité...

La compétitivité dans la standardisation, ce n'est plus le sujet. Le sujet, c'est l'émulation, la néguentropie, l'inventivité, etc.

Ou pour citer un terme proche, c'est cette économie collaborative dont beaucoup d'acteurs se sont réunis début mai 2014 à la OuiShare Fest au Cabaret sauvage à Paris, où vous êtes d'ailleurs intervenu...

C'est juste, mais dans ce monde de l'économie collaborative se produit aujourd'hui tout et son contraire. Le «travail gratuit», par exemple, ce n'est pas seulement Wikipédia avec des gens qui font ça parce qu'ils le veulent, comme vous et moi. Ce sont aussi des gens qui contribuent gratuitement sans qu'on leur demande leur avis, ou c'est encore une forme d'hyperprolétarisation rémunérée à la micro-tâche et formant ce que l'on appelle à présent le netariat. Ce sont aussi des entreprises du nouveau monde numérique qui se débrouillent pour faire travailler gratuitement à leur service des internautes et en tirent des profits colossaux sans contribuer elles-mêmes à la vie de ces contributeurs.



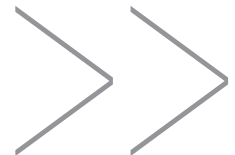
Un peu comme Airbnb, intermédiaire entre particuliers se prêtant leur maison ?

Je pense plutôt à Facebook, Amazon ou Google, qui captent et détournent de la contribution à leur profit exclusif, produisant ainsi une énorme entropie. En outre et plus généralement, de fait, aujourd'hui, l'on a déporté du côté du consommateur des tas d'actions qui étaient autrefois assumées par le producteur, comme l'a montré Marianne Dujarier dans *Le travail du consommateur*. À la SCNF ou la RATP, par exemple, ce sont les distributeurs de billets qui font «travailler» chacun devant la machine pour obtenir son ticket de transport, mais nous pourrions illustrer ce phénomène dans mille autres domaines. Sur un registre différent mais proche, il y a ce qu'on appelle le *human computing*: toutes sortes de gens, dans le monde entier, chacun devant son ordinateur, se livrent à des micro-tâches répétitives payées une misère et sans aucun droit social ni aucun droit du travail ...

Par exemple labelliser, indexer des images en nombre, ou cliquer en masse sur le bouton «like» de la page Facebook d'une marque... On appelle ceux qui se livrent, faute d'un vrai travail, à ce genre de nouveaux boulots payés à la micro-tâche et qui sont réunies sur des plateformes comme Amazon Mechanical Turk ou MicroTravail.com, des «*turkers*», ou encore des «pronétaires»...

C'est effectivement une prolétarisation d'un nouveau genre, numérique, qui est en train de se développer, et qui est extrêmement toxique...

Car la technologie n'est pas bonne en elle-même. Selon



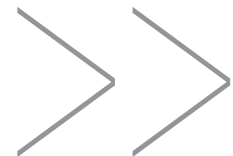


vos propres termes, il s'agit d'un *pharmakon*, à la fois poison et antidote. Il y a d'un côté Wikipédia, et de l'autre ces plateformes de micro-tâches, car la technologie peut tout autant nous déposséder de nous-mêmes et nous transformer en simples mécaniques que nourrir bien au contraire notre créativité, nous permettre de nous enrichir intellectuellement ou spirituellement et surtout d'enrichir les autres avec lesquels nous travaillons grâce à elle...

Ce ne sont pas les technologies qui diffèrent, mais les organisations sociales au sein desquelles elles sont socialisées. Le numérique, vous avez raison, est un *pharmakon*, c'est-à-dire à la fois un poison et un remède. À l'IRI, à l'association Ars Industrialis et bien sûr à l'école *pharmakon.fr* que nous avons créée, nous tentons d'élaborer une philosophie du *pharmakon*. Et nous soutenons que le *pharmakon* s'avère fortement toxique dès lors qu'on n'en fait pas un système de soin. Que ce soit avec l'État, les entreprises ou les citoyens, il est essentiel de construire une politique du *pharmakon*. Nous appelons cela une thérapeutique. Ou bien nous avons une *therapeia*, une thérapeutique politique du *pharmakon* pour qu'il soit, in fine, plus curatif que toxique; ou bien l'incurie règne: la toxicité c'est l'incurie. Or c'est ce qui se passe en ce moment: faute de cette thérapeutique, l'incurie règne, dans l'économie comme en toutes les dimensions du monde.

Car cette thérapeutique du numérique reste tout de même le moindre des soucis d'une large majorité de ses acteurs, notamment aux États-Unis, non ?

Lorsque Chris Anderson explique que c'est la fin de la théorie, que nous n'aurons

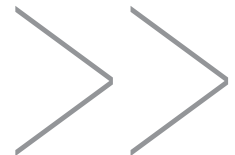


demain plus besoin ni de scientifiques ni même de médecins, parce que Google serait dorénavant capable de résoudre des problèmes de médecine ou de linguistique bien plus efficacement que n'importe qui grâce à ses algorithmes, ses automates de calcul, il décrit la prolétarisation des théoriciens par ce que qu'Antoinette Rouvroy et Thomas Berns ont appelé la «gouvernementalité algorithmique».

Ce qui peut surprendre de la part du père de la théorie de la «longue traîne», qui a démontré en 2004 dans un article de Wired la pertinence économique du choix le plus large, avec les offres les plus pointues, de sites tels Netflix ou Amazon...

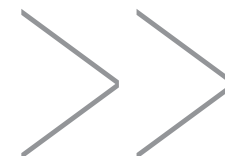
Ce parcours d'Anderson est celui d'un libertarien de droite américain ; et c'est un choix politique que je crois sans avenir, parce totalement irrationnel, facteur d'une entropie généralisée qui ne peut être que destructrice, et qui s'opère face à une transformation complète de l'économie industrielle planétaire induite par ce que Clarisse Herrenschildt appelle l'écriture réticulaire. Cette réticulation, selon qu'elle s'accompagne ou non d'une thérapeutique, conduit soit à une captation de données anéantissant l'intimité et la singularité dont elle est le site comme pouvoir de désautomatisation, soit à la constitution de nouvelles formes d'individuation au sein de communautés contributives soutenues par une économie contributive, et qui produisent de la valeur pratique. Avec Ars Industrialis, j'appelle pratique la valeur qui ne se réduit ni à l'échange ni à l'usage : la valeur pratique est ce qui vaut par soi et qui ne s'use pas, constituant ce que l'on appelle le savoir qui lui-même ne se dévalorise pas avec le temps, qui est inusable en ce sens, mais qui constitue un savoir partageable et partagé.

À vous écouter, j'ai le sentiment que, sous ces mots fourre-tout que sont l'innovation ou les *start-up*, notre



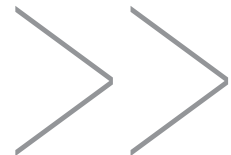
nouveau monde numérique mêle tout et le contraire de tout : des pratiques vraiment nouvelles, de type collaboratif ou contributif, qui participent visiblement à l'invention d'un autre modèle de société, et à l'inverse des projets dont la logique reste celle du profit immédiat, du consumérisme et de l'emploi sans signification ou encore de ce que vous appelez l'économie des pulsions ou de l'incurie...

L'enjeu, ici, c'est la transition d'une vision à une autre, d'un modèle à un autre. Il y a des forces économiques qui considèrent que leur intérêt à court terme est bien plus dans le maintien de l'hyper consumérisme que dans le développement d'autre chose. A court terme, elles ont sans doute raison, mais elles ont absolument tort à long terme. L'économie contributive telle que nous la concevons, ne repose plus du tout sur les indicateurs de croissance. Cela ne veut pas dire qu'il ne s'agit pas de croissance, mais que ce que l'on appelle la croissance n'est en vérité que de la «mécroissance» qui produit de l'incurie. La vraie croissance, c'est l'économie contributive capable d'engendrer de nouveaux processus d'individuation et de nouveaux types de valeur. Aujourd'hui nous sommes entre deux modèles : le modèle consumériste qui reste dominant, et un modèle en train d'émerger, le modèle contributif. Entre les deux, il existe des modèles contributifs hybrides comme on parle d'automobiles hybrides – par exemple Google. Le modèle d'affaire de Google repose pour une part sur une contributivité très importante des gens qui utilisent ce qu'on appelle sa valeur d'usage, et d'autre part sur un consumérisme qui rapporte beaucoup d'argent à ceux qui exploitent leur contribution en la transformant en valeur d'échange, via le business publicitaire sur les pages du moteur. Google c'est un modèle hyper consumériste, mais qui fait en même temps avancer de nouveaux modèles



contributifs. Dans ce contexte-là, le contributif est toxique. Je ne dis pas que Google est intrinsèquement toxique, et je me sers beaucoup de Google, à la différence de Facebook que je considère comme foncièrement toxique, car ne produisant aucune valeur d'usage, et encore moins de valeur pratique, ce qui n'est évidemment pas vrai de Google. Quoi qu'il en soit, dans le monde qui émerge, où l'emploi va disparaître, où il n'y aura plus de salaire ni donc de redistribution sous forme de pouvoir d'achat, Google deviendra insolvable à son tour: le modèle d'affaire de Google repose sur le pouvoir d'achat. Cela signifie que nous avons tous intérêt, Google compris, à inventer un autre modèle qui reposerait sur la généralisation de la contributivité, produisant de la valeur essentiellement et de part en part via cette contributivité. Pour cela, il faut repenser l'infrastructure contributive qu'est le Web – et c'est dans cette perspective qu'à l'IRI nous concevons le Web herméneutique. Au cours de son évolution, et en particulier depuis l'apparition des réseaux sociaux et de ce qu'on appelle les plateformes d'application, quelque chose a changé dans le Web, qui a conduit à ce que l'on appelle l'économie des data, contrôlée par des prédateurs de data qui prennent de la donnée mais ne la rendent pas. Ce devenir, qui étend la prolétarianisation et fait le contraire de ce dont le libre est un modèle, a engendré ce qu'au cours d'une séance d'Ars Industrialis, nous avons appelé «le blues du Net». L'Europe, à travers ses grands groupes d'opérateurs de télécommunication, d'informatique, de logiciels, d'équipementiers, mais aussi à travers son industrie éditoriale, devrait développer un nouvel âge du Web. La valeur produite par le Web herméneutique ne procède pas de la consommation mais du savoir. Un consommateur est structurellement irresponsable et ignorant: il ne sait rien du produit qu'il a acquis, qui constitue pour lui une boîte noire. Le consommateur ne s'intéresse ni à ce qu'est ce produit ni à ce qu'il va devenir, et tout est fait pour qu'il le jette le plus vite possible – ce que l'on appelle l'obsolescence programmée. L'iPhone 5 doit tuer l'iPhone 4 comme l'iPad tue l'iPod et l'iPhone, et si ce n'est pas Apple lui-même qui organise ce système de «jetabilité», Samsung s'en occupera.

C'est la fameuse destruction créatrice...



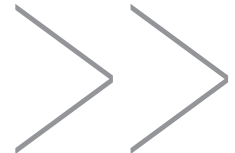
... Devenue destruction destructrice, c'est-à-dire jetabilité et poubellisation généralisées, y compris des emplois et donc du pouvoir d'achat....

Vous l'avez déjà évoqué : la destruction créatrice, comme l'emploi, serait en train de mourir elle aussi...

La destruction, qui était autrefois créatrice, qui a permis de développer une véritable prospérité, d'abord américaine, puis européenne, puis planétaire, détruit désormais les systèmes sociaux, les structures sociales, les environnements naturels, les environnements mentaux, etc. Les gens sont malheureux et dépressifs. La dépression, les gens ne l'avouent pas. Je suis moi-même dépressif et accablé par tout cela. Pour se soigner de ce genre de dépression, il n'y a pas d'autre solution que de concevoir et réaliser un avenir au-delà de la jetabilité qui est la négation même de l'avenir – la première période de la destruction créatrice, jusque les années 1970, ne reposait d'ailleurs pas sur le jetable...

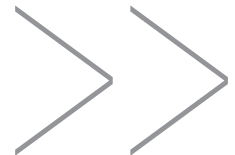
Non, pas la première...

C'est dans les années 1980 que sont apparus les appareils photo jetables – et ce fut le début du règne hégémonique du marketing. Cette «jetabilité systémique» signifie que le consommateur irresponsable, qui se fiche de l'environnement comme de la manière dont le produit est fabriqué, n'a plus aucun souci du monde et du soin qu'il faut en prendre, cela signifie qu'il n'est pas soigneux : il est *incurieux*, comme disait Bossuet. L'incurieux est celui qui n'en a cure, comme on dit, c'est-à-dire : qui ne prend pas soin, *cura*. L'incurie, en langage familier, c'est le «je m'en foutisme». Or le consumérisme repose sur le développement systématique du «je m'en foutisme» – celui des consommateurs, mais aussi des actionnaires, qui ne pensent qu'à leurs bénéfices à court terme, et des producteurs qui ne sont plus du tout motivés par ce qui n'est plus un travail mais le moyen d'obtenir du pouvoir d'achat pour consommer – et la boucle est bouclée. Cependant, avec la montée en puissance des automates, qui vont déferler dans les dix ans qui viennent avec une extrême brutalité, tout cela va s'effondrer. Dès lors, qui que l'on soit, Président de



la République, PDG d'un grand groupe, professeur d'université, syndicaliste ou citoyen, il faut s'atteler à ce sujet – et repenser complètement le modèle économique de nos sociétés. C'est un semblable geste de réinvention de la société industrielle qu'a réalisé Keynes en 1933, –et en 1933, le taylorisme rendait à la fois possible et nécessaire la redistribution sous forme de pouvoir d'achat des gains de productivité obtenus par la nouvelle organisation du travail. Avec l'automatisation généralisée, la nouvelle donne rend caduc le new deal de 1933. C'est pourquoi, lorsque Pierre Larrouturou affirme avec Michel Rocard qu'il faut en revenir à Keynes et Roosevelt, ils ont à la fois tort et raison. Ils ont raison dans l'esprit, car il s'agit d'une nouvelle donne, mais ils ont tort car cette nouvelle donne fait du new deal une affaire du passé. Nous ne sommes pas en 1933. Nous sommes en 2014, et nous devons nous projeter dans les vingt ans qui viennent pour voir et analyser ce qu'il peut se passer. Le modèle économique dominant s'écroule, nous devons en penser un autre et créer les conditions de sa progressive mise place – à travers de nouvelles règles. Ce qu'il y a de commun avec l'époque de Roosevelt à laquelle se réfère le collectif Roosevelt (dont j'ai signé l'appel pour cette raison même), c'est la nécessité d'organiser une redistribution socialement juste et économiquement rationnelle. Et ce qu'il y a de nouveau par rapport à cette époque, c'est que l'emploi lui-même disparaît avec la robotisation dont les gains de productivité ne pourront devenir des gains effectifs qu'à la condition de créer une nouvelle solvabilité basée sur un nouvel âge de la redistribution.

Je suis d'accord, mais c'est abyssal. Aujourd'hui, l'emploi est une obsession pour les politiques comme pour les citoyens. Quel que soit cet emploi, en avoir un, c'est bien, et ne pas en avoir, c'est terrible. Ce dogme est ancré dans nos têtes. De plus, tout notre système, en particulier l'imposition et la redistribution sociale, est basé





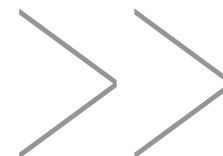
sur ce que d'aucuns appellent le travail mais qui n'est que l'emploi, correspondant à la logique du salariat. André Gorz, penseur majeur qui n'est malheureusement plus de ce monde, a parfaitement décrit la part considérable qu'a pris le capital, c'est-à-dire le pur enrichissement financier dans la création de richesse depuis les années 1970, au détriment de l'investissement et surtout du travail. Or, une nouvelle fois, tout notre système, de l'impôt sur le revenu aux prélèvements obligatoires en passant par la Sécurité sociale, est basé sur l'emploi et le salariat... Accepter la mort de l'emploi, donc la chute de ce système, puis travailler à en créer un autre reposant sur d'autres valeurs, cela suppose de faire exploser nos préjugés et bien des corporatismes. Ce chantier a de quoi donner le vertige !

Aujourd'hui, il faut en effet repenser le droit du travail, la fiscalité, la formation et l'éducation, tout ! Il faut absolument tout repenser. N'est-ce pas formidable ?

Certes, mais c'est une vraie révolution !

N'est-ce pas formidable ?

Oui, c'est motivant, mais cela n'en reste pas moins une



# révolution au sens premier du terme...

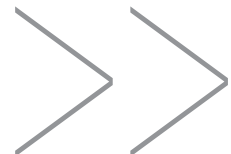
C'est une révolution, mais il ne faut pas la voir comme si tout devant changer tout d'un coup...

## Cela peut-il s'accomplir doucement ?

Nous devons bâtir une économie de transition.

Il y a d'abord le temps de l'analyse sans concession, histoire de poser les problèmes et d'en faire partager le constat. Puis il faut en négocier les premières conséquences en termes de décision avec les partenaires sociaux, avec le patronat, les syndicats, les corps constitués, les corps intermédiaires, tout ce qui dans une démocratie sert à négocier. Et il faut faire beaucoup de prospective. En disant par exemple : Bill Gates dit cela, Marc Giget dit cela, Michel Volle dit cela, Bernard Stiegler dit cela : analysons ! Analysons de près, et travaillons sérieusement, c'est-à-dire sans nous voiler la face. C'est ce que nous avons tenté d'amorcer durant les derniers «Entretiens du monde industriel» de l'IRI et du Centre Pompidou à la fin 2013.

Dans une période de transition, il faut assurer le lendemain fondé sur un passé qui est en train de disparaître et se projeter dans un avenir qui n'existe pas encore, et dont il faut négocier l'avènement, à la fois comme on «négocie» un virage et comme on négocie entre partenaires. Là est la difficulté centrale et donc la tâche principale. Il faut préserver pour demain matin, tant que faire se peut, ce qui ramène encore de la fiscalité, du pouvoir d'achat, de la circulation monétaire, il faut protéger les emplois existants autant que possible, mais il ne faut pas se bercer d'illusions sur le temps que cette protection pourra durer. Au-delà, il faudra bâtir avec les partenaires sociaux une vraie réponse cohérente à cette réalité-là. Cela suppose de mener dans une première étape une analyse approfondie, protégée autant que possible des pressions de divers lobbies qui ne voient que leurs intérêts à court terme, il faut faire un état des lieux de l'automatisation et de ses scénarii de généralisation, puis faire un état de l'art des propositions alternatives à la redistribution via le salariat. Or il y a sur ce

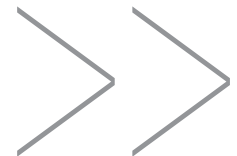


sujet beaucoup d'idées et de débats, des gens qui réfléchissent par exemple sur les «commons»...

Oui, et la notion de «bien commun» qui n'est pas tout-à-fait la même chose...

La notion de bien commun apporte une réponse à la «tragédie des communs» mais aussi et plus généralement à toutes les formes de surexploitation, dont celles qui résultent de la privatisation des biens communs – et les *commons* représentent une réponse positive en matière d'organisation collective de la circulation des biens non rivaux et de coopération, qui constitue sans aucun doute le cadre de référence d'une société contributive. Il faut débattre, mais il faut aussi et surtout à présent expérimenter, créer pour cela des zones franches, permettre de sortir du droit du travail ou de la réglementation d'allocation des minima sociaux par exemple pour créer un revenu contributif pour la jeunesse qui est dans une situation intolérable face à la disparition structurelle de l'emploi. On n'a pas le droit de sortir du droit du travail, et c'est normal : en démocratie, le droit s'applique à tout le monde de manière égale, ce qu'il convient de préserver et de défendre. Mais nous devons créer des zones d'exception pour expérimenter d'autres modèles de société. Il faut que des territoires puissent se porter candidats, et que des moyens exceptionnels leur soient alloués non pas simplement en financement, mais en accompagnement par des chercheurs, par des dispositifs de recherche contributive et d'innovation sociale et technologique appropriés, associant les partenaires sociaux et le monde économique, etc. – une sorte de «pacte de responsabilité» devant l'avenir, et pour la jeunesse.

Ce n'est pas ce qu'ils entendent par pacte de responsabilité, à ce que j'ai compris... Mais s'il y a un nouveau modèle économique à inventer, le travail de demain est lui aussi à reconstruire. De la même façon



que ce nouveau modèle industriel, on ne sait pas quelle forme il aura, le travail de demain, on ne sait pas non plus comment il va s'organiser ?

La destruction, qui était autrefois créatrice, qui a permis de développer une véritable prospérité, d'abord américaine, puis européenne, puis planétaire, détruit désormais les systèmes sociaux, les structures sociales, les environnements naturels, les environnements mentaux, etc. Les gens sont malheureux et dépressifs. La dépression, les gens ne l'avouent pas. Je suis moi-même dépressif et accablé par tout cela. Pour se soigner de ce genre de dépression, il n'y a pas d'autre solution que de concevoir et réaliser un avenir au-delà de la jetabilité qui est la négation même de l'avenir – la première période de la destruction créatrice, jusque les années 1970, ne reposait d'ailleurs pas sur le jetable...

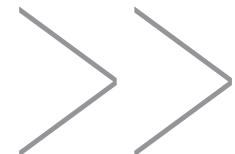
Vous l'avez déjà évoqué : la destruction créatrice, comme l'emploi, serait en train de mourir elle aussi...

On ne sait pas, bien sûr, mais on peut et on doit faire des hypothèses. Toute personne rationnelle sait et admet que le réel n'est jamais complètement épuisé par les concepts, et qu'il faut donc faire des hypothèses sur le futur, et tester ces hypothèses. De telles hypothèses sont rationnelles si d'une part elles prennent en compte l'ensemble des données disponibles, et d'autre part ne sont pas contradictoires les unes avec les autres. Quand le ministre Arnaud Montebourg d'un côté explique qu'il souhaite développer la robotique, et de l'autre affirme sa volonté de protéger à tout prix les emplois industriels, parlant même de patriotisme économique, il se contredit : la robotisation ne peut que nuire à l'emploi, et il n'est pas vrai que les emplois créés par la production des robots compenseront ceux détruits par ces mêmes robots – sinon on ne comprendrait pas en quoi les robots apportent des gains de productivité. On ne peut défendre l'automatisation sans assumer les problèmes sociaux qu'elle crée et l'irrationalité économique qu'elle induit dans l'état actuel de nos économies. Il n'y a donc pas d'autre solution que de



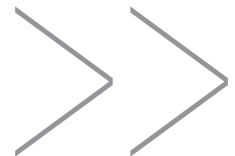
produire une nouvelle rationalité économique, une rationalité de l'automatisation. Je ne dis pas qu'il faut empêcher l'automatisation de se développer, tout au contraire, je crois comme le ministre de l'Économie qu'il faut s'y engager résolument – d'autant qu'elle va se développer avec ou sans les gouvernements pour en freiner ou en accélérer l'avancée, à plus ou moins long terme. L'enjeu est donc de penser et d'expérimenter de nouveaux modèles intégrant de façon rationnelle cette vérité de l'automatisation. C'est ce qui est attendu du ministère de l'Économie, qui est aussi le ministère du numérique : c'est là son rôle macro-économique caractéristique du 21<sup>ème</sup> siècle. Et pour cela, il y a des hypothèses. La mienne, qui n'est pas seulement la mienne, puisque c'est celle de l'association Ars Industrialis, et depuis longtemps, qui l'a élaborée avec Franck Cormerais et Arnauld de l'Épine en coopération et en débat avec d'autres économistes et chercheurs (par exemple Antonella Corsani et Maurizio Lazzarato), c'est qu'il faut prendre le statut des intermittents du spectacle comme modèle. Le problème majeur, c'est le chômage. Or, une très bonne manière de supprimer le chômage, c'est de supprimer l'emploi : s'il n'y a plus d'emploi, il n'y a plus de chômage. Le chômage est un statut régi par le droit du travail lui-même conçu sur le modèle de l'emploi : le chômage se définit par rapport à l'emploi.

Il faut arrêter de définir les allocations de ressources par rapport à l'emploi, que ce soit pour ceux qui n'ont pas d'emploi, qui sont en cela dits chômeurs, ou pour ceux qui sont employés, c'est à dire salariés. Admettons qu'il n'y ait plus structurellement ni chômage ni salariat, sinon à la marge du système macro-économique. Il faut dès lors inventer une autre façon d'allouer des ressources, favorable à la solvabilité du système nouveau fondé sur l'automatisation, qui permette l'existence de marchés sur lesquels vendre les marchandises produites par les robots, mais aussi productrice de valeur – en particulier de cette valeur très spécifique qu'est le savoir, dont chacun s'accorde à reconnaître qu'il constituera la plus haute des valeurs dans la société qui vient. Cette valeur, que nous appelons pratique, ne s'use pas, ne se jette pas, et permet de valoriser le passé tout en se projetant dans l'avenir parce qu'elle est «omnitemporelle», comme disait Husserl. C'est cette valeur, le savoir, qu'une nouvelle



façon de redistribuer ce qui est gagné avec l'automatisation, à savoir du temps, doit engendrer à travers une théorie et une pratique économiques qui dépassent les notions anciennes de valeur d'échange et de valeur d'usage. Anciennes ne veut pas dire ici caduques, mais insuffisantes face aux défis de l'automatisation généralisée. Certains disent qu'il faut instaurer un revenu minimum d'existence. Cela ne suffit pas. Il faut créer un revenu contributif, qui permette aux gens de produire des externalités positives, fondé sur de la valeur pratique, et engendrant en outre ce que Philippe Béraud, Franck Cormerais et Ars Industrialis appellent de la valeur sociétale. La valeur sociétale est structurellement et fonctionnellement génératrice de solidarité. Il s'agit d'une solidarité fonctionnelle qui n'est pas fondée simplement sur le cœur, mais sur la raison et l'efficacité – c'est à dire aussi sur le partage que produit la valeur pratique en tant qu'elle consiste dans le développement, la circulation et la transmission des savoirs. La valeur d'usage, à l'inverse, se perd avec le temps. Vous achetez des chaussures, vous les portez, elles se dévalorisent. Soit elles ne sont plus à la mode si vous êtes un consommateur parfait de votre époque, soit tout simplement les semelles s'abiment et vous êtes obligé de les jeter – un jour ou l'autre, même si vous pouvez d'abord les confier au cordonnier pour autant qu'elles soient réparables. De toute façon, cela s'use. La valeur pratique, en revanche, se développe avec le temps en constituant du savoir. Or la société de demain sera une société de savoir – car face aux incroyables défis auxquels l'humanité est désormais confrontée, une augmentation et un partage sans précédent des savoirs et de l'intelligence collective sont tout simplement les conditions sine qua non de sa survie. Certains comme Tony Blair parlent de la société de la connaissance, entendant par là les industries de la connaissance, mais celle-ci est en réalité une société de l'automatisation, et elle ne donnera une société du savoir qu'à la condition de transformer très en profondeur les organisations sociales de la société industrielle intégralement automatisée.

Cette société du savoir, dont l'une des clés serait un statut non plus de salarié pour chacun d'entre nous,



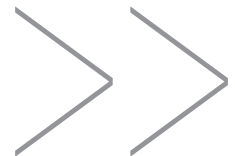


mais du même genre que celui des intermittents du spectacle, ce serait tout de même aussi une société de l'automatisation, par la force des choses ?

Bien sûr, mais l'automatisation n'en serait que l'une des facettes, d'ailleurs tout à fait positive, puisque libérant de la contrainte de l'emploi et donnant le temps du travail, et ne prenant son sens qu'à partir de cette valeur pratique, au lieu d'être basée comme hier sur la valeur d'usage qui se transforme en valeur d'échange. La question, je le répète, est d'inventer une nouvelle façon de produire de la valeur par la redistribution intelligente des gains de productivité. L'automatisation génère des gains de productivité qui ne sont plus redistribuables sous forme de salaire, puisque cette productivité nouvelle consiste à remplacer l'emploi par le robot. Or on ne va pas donner un salaire au robot : le robot ne consomme pas plus que l'énergie dont il a besoin. C'est donc aux individus privés d'emploi par les robots qu'il faut donner un salaire. Mais puisqu'il n'y a plus ni emploi ni chômage, ce ne sera ni un salaire ni une allocation de chômage : ce sera un revenu contributif. Ce revenu contributif, c'est un revenu alloué à tout le monde sur une base qui permet de vivre décemment, de s'éduquer, et de développer ce que Amartya Sen appelle des capacités, c'est-à-dire des formes de savoir, que la société a besoin de valoriser.

## Amartya Sen ?

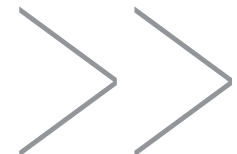
Amartya Sen est un économiste qui a montré que les sociétés qui maintiennent leur savoir vivre sont beaucoup plus résistantes que les autres. Il a mené des recherches sur les Bangladais, essayant de comprendre pourquoi et comment leur espérance de vie est supérieure à celle des habitants de Harlem alors qu'ils n'ont pas accès à l'eau courante, pas d'égouts, pas d'écoles... Sen a montré qu'ils sont «résilients» parce qu'ils ont réussi à maintenir et développer leur savoir vivre, formé par ce qu'il appelle des capacités. Que le monde de demain ne puisse trouver sa voie que dans une nouvelle forme de société industrielle où le savoir va être amené à se développer comme jamais, et sans doute sous des



formes inédites, c'est absolument évident. Le GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) a annoncé le 13 avril dernier qu'il va probablement y avoir une montée de température de 4,8 degrés centigrade dans le monde d'ici la fin du siècle. Si on ne met pas l'automatisation au service d'une renaissance des savoirs, la catastrophe est inéluctable. La société planétaire est confrontée à d'immenses problèmes : réchauffement climatique, démographie, crise de l'eau, pathologies mentales en tous genres, etc. Face au nombre de défis auxquels l'humanité est confrontée, les travaux d'Hercule sont une partie de campagne. Pour résoudre ces immenses problèmes, il n'y a pas d'autres possibilité que d'élever l'intelligence collective en augmentant spectaculairement les savoirs partagés – ce que précisément l'automatisation rend possible sans doute pour la première fois.

Cela signifie qu'il faut remplacer le pouvoir d'achat par du savoir d'achat. Je dis savoir d'achat parce que dans le modèle auquel nous réfléchissons à Ars Industrialis, il continue à y avoir de l'achat, c'est-à-dire de la valeur d'échange – même si ce n'est plus la base de la société. Mais cet achat – de billets de train, d'ordinateurs, de boîtes de petits pois – n'est plus organisé par un pouvoir d'achat, ni par une incitation à l'achat mise en œuvre par le marketing et la publicité qui prescrivent des comportements d'achat irresponsable. Il faut remplacer cela par le savoir d'achat, c'est à dire par une économie marchande intelligente. Intelligente veut dire ici soutenable, rationnelle, qui valorise ce qui peut l'être, en étant le plus économe possible, parce que cela fait beaucoup de monde, les 9 milliards d'habitants attendus sur la planète avec une élévation très sensible de la température... Et donc il est très important que ces habitants aient une pensée collective de la rationalité au sein de laquelle seulement ils peuvent vouloir et savoir vivre ensemble, et non s'entretuer dans un massacre généralisé.

C'est absolument réalisable. C'est réalisable dans une période qui commence maintenant, et qui aboutira dans vingt ans, si l'on croit Bill Gates, à la disparition définitive de la société fondée sur l'emploi. La tendance est évidemment là, tous les gens un peu sérieux le reconnaissent, et ceux qui disent le contraire soit sont ignorants et incompetents, soit se mettent la tête dans le sable, soit sont malhonnêtes. Après cela, il y a évidemment bien



des façons de voir les vingt années à venir et le temps de cette économie de transition dans laquelle nous devons nous engager.

Le sésame de ce savoir d'achat serait donc le revenu contributif. Chacun aurait droit à un revenu contributif à condition, d'une part d'apprendre en permanence, d'aller toute sa vie à l'école d'une certaine façon, et à l'inverse d'enseigner ses savoirs à d'autres ?

Que les allocations forfaitaires de base soient contributives, cela veut dire que celui qui apprend, produit et développe du savoir le partage avec d'autres par toutes sortes de voies – dont la réalisation de ce que nous appelons des projets contributifs, fondés sur des investissements contributifs. Un tel contributeur s'individue, et il n'est pas enfermé dans une tâche définie par un bureau d'étude organisant la division industrielle du travail. Cela signifie que, de la même façon que, dans le monde préindustriel, un compagnon apportait son savoir singulier à sa corporation, ne serait-ce que la meilleure façon d'utiliser un outil, chacun s'engage à apprendre en cultivant des valeurs pratiques, et à valoriser ses savoirs en les transmettant – mais ici transmettre ne veut pas simplement dire donner des cours où prendre des apprentis : cela signifie socialiser son savoir sous toutes sortes de formes, ce que nous appelons à l'IRI un processus de «transindividuation», par exemple en créant une organisation sociale, qu'elle soit associative ou privative, ou en contribuant à une organisation semblable. Aujourd'hui, les intermittents doivent entrer en production un certain nombre d'heures par an pour pouvoir bénéficier du statut d'intermittent, et avoir ainsi la possibilité de développer leur savoir et de le valoriser. Nous pesons qu'il faut généraliser ce modèle et le mettre au service d'une industrie de la «capacitation».

Écouter le podcast tiré de l'entretien avec Bernard Stiegler sur le site Culture Mobile.